

Commerce : Les maigres propositions des candidats à la présidentielle

www.sport-guide.com

Il fallait tendre l'oreille hier soir lors du débat des principaux candidats à l'élection présidentielle sur TF 1 pour entendre parler de commerce et de ses 3,5 millions de salariés. Comme l'a souligné ce matin lors des États généraux du commerce, William G Koeberlé, le président du Conseil du commerce de France (Cdcf), il a été question tout de même du «coût élevé du travail en France» et de la volonté de revaloriser l'apprentissage.

L'excuse de la multitude de sujets à traiter dans un temps limité pouvait prévaloir hier soir encore quelques heures, jusqu'aux présentations, à ces mêmes États Généraux, de quatre représentants des cinq principaux candidats. Sollicité Emmanuel Macron, n'a pas été en mesure de fournir une vidéo ou d'envoyer un représentant. Il était le grand absent de la matinée. Hélas, ces interventions furent lapidaires pour trois d'entre-elles, avec le plus souvent la juxtaposition de mesures sans grande vision nationale et internationale pour certaines d'entre elles.

L'ancien Secrétaire d'État au commerce Hervé Novelli (2007 à 2010) est apparu comme le plus à l'écoute des requêtes du commerce (Lire les propositions ci-dessous). Elles peuvent se résumer en 5 points : instaurer une plus grande équité fiscale, baisser le coût du travail, accompagner la digitalisation du commerce, favoriser la formation en alternance et simplifier la vie des entrepreneurs.

Ces requêtes ont été illustrées par 3 tables rondes de bon niveau avec des intervenants du secteur, exprimant tous la volonté du commerce de se projeter dans l'avenir. La conclusion de la matinée est revenue à Martine Pinville, secrétaire d'État. Ce fut le temps d'une longue lecture des « mesures » du quinquennat Hollande pour favoriser les entreprises et le commerce. Le Cdcf a eu l'obligance de ne pas projeter l'interview et les promesses du candidat Hollande lors de ces mêmes États Généraux en 2012.

Info :

Les principales propositions pour le commerce de François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon :

Joëlle Mélin (représentante de Marine Le Pen)

- Limitation de l'ouverture de grandes surfaces
- Liberté d'entreprendre
- Stabilité Fiscale
- Allègement des normes
- Mise en place d'un plan numérique

Razzy Hammadi (représentant de Benoit Hamon)

Refondation de l'aménagement commercial
Réforme de la Tascom en vue d'une réduction des prélèvements
Refonte du RSI
Mise en place d'un chèque numérique pour aider à la transformation du commerce
(25 M€ en 2017 et 100 Me en 2021)
Faire des lycées professionnels des voies d'excellence

Hervé Novelli (représentant de François Fillon)

Allègement massif des charges des entreprises
Allègement de l'Impôt Société
Simplifications des normes
Relèvement des seuils sociaux
Création d'une franchise de TVA pour les micro-entrepreneurs jusqu'à 120.000 €
Crédit d'impôt numérique pour aider les PME et TPE
Simplification du contrat d'apprentissage
Réforme du RSI
Simplification du contrat d'apprentissage

Danielle Simmonet (représentante de Jean-Luc Mélenchon)

Réorienter l'évolution du commerce avec prise en compte de la question sociale et
environnementale,
Création d'un fonds de solidarité inter-entreprises avec barème progressif pour
permettre aux plus petits commerçants d'absorber la hausse du Smig,
Encadrement à la baisse des loyers commerciaux en centre-ville,
Création d'1 agrément d'État pour toutes les plateformes d'e-commerce désirant
vendre en France sur la base de critères sociaux et environnementaux.
Redéveloppement des lycées professionnels.